

CHU de Nantes

aujourd'hui dans la presse

lundi 04 avril 2016

Presse Océan

Sexe : une politique à revoir
Manif qui dérape : des dégâts et de la colère
21 jours d'arrêt par an



Manif : sa Saxo brûlée, le futur médecin révolté
«Le CHU est créateur d'emplois»






La recherche sur les maladies psychiatriques à l'honneur

Voir aussi

[Le CHU de Nantes dans les médias \(scoop.it\)](#)

L'actualité du CHU de Nantes en direct [dans notre site internet](#) et via les réseaux sociaux :

- [page facebook](#) – cliquer sur  pour faire apparaître les infos dans votre fil d'actualités
- [compte twitter](#) – cliquer sur  pour faire apparaître les infos dans votre fil d'actualités
- [page Google+](#) – cliquer sur  pour faire apparaître les infos dans votre fil d'actualités



CHU de Nantes
panorama presse
direction de la communication
Tél. 87185

Attention : le centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) soumet le CHU de Nantes au paiement d'une redevance pour l'édition d'un panorama de presse. Cette revue de presse ne doit donc pas être transmise à d'autres destinataires. Bien que le CFC autorise l'impression (en un seul exemplaire) des articles de presse à partir de chaque poste ayant accès au panorama de presse, nous vous incitons, pour des raisons économiques et environnementales, à privilégier sa lecture sur écran.

SANTÉ. À l'heure du Sidaction, la coordination de lutte contre le VIH reste active

Sexe : une politique à revoir

La santé sexuelle semble oubliée des politiques publiques. Le Dr Eric Billaud, président de la Corevih montre qu'il n'en est rien.

Presse Océan. Les infections sexuellement transmissibles augmenteraient en nombre ?

Dr Eric Billaud, infectiologue : « Les groupes à risque restent les mêmes. Par contre, on observe que les jeunes d'aujourd'hui ne perçoivent plus le VIH comme une menace aussi forte qu'il l'était en 80 ».

C'est l'effet de l'amélioration des traitements ?

« Un sondage de l'IFOP montre qu'en 2014, 27 % des Français considèrent qu'il existe des médicaments pour « guérir du sida ». Il est certain que les traitements ont beaucoup évolué. Ils sont plus simples, plus efficaces et présentent moins d'effets secondaires. Mais il ne faut pas oublier que les anti-rétroviraux permettent seulement de maîtriser la charge virale présente dans l'organisme. Et les dernières annonces sur une vaccination du Sida ont donné de faux espoirs scandaleux ».

L'information est défailante ?

« Elle l'est à plus d'un titre. On manque de chiffres précis sur les infections sexuellement transmissibles en France. On fonde aussi l'analyse sur des a priori erronés. Et l'information dispensée au niveau de l'Éducation nationale a besoin d'être revue ».

Cela se traduit de quelle manière ?

« Les dernières analyses en Pays de la Loire montrent que 55 % seulement des 5 206 personnes de la région vivant avec le VIH sont en



Le Dr Billaud est favorable à la création de centres de santé sexuelle. Photo PO-IDF

traitement depuis au moins six mois. Elles révèlent aussi que 36,3 % des cas sont découverts tardivement. Elles indiquent enfin que le diagnostic de VIH concerne autant les jeunes, 15 - 29 ans, que les personnes âgées : 21 % dans les deux cas. Il y a donc besoin de revoir l'information et la prévention ».

De quelle manière ?

« Le Haut Conseil de Santé Publique doit rendre pu-

blique prochainement un avis que j'ai co-animé sur la nécessité d'une stratégie Nationale de Santé sexuelle. Elle doit être fondée sur une éducation globale dès l'école. Elle doit inclure une approche spécifique des populations à risque. Et elle doit être fondée sur un dispositif territorial orienté vers la création de centres de santé sexuelle ».

Et le dépistage ?

« Il peut être développé sur

tous les moyens mis en place comme les auto-tests VIH, plus discrets. Ils sont vendus 23 euros en pharmacie depuis septembre 2015. »

J.D. Fresneau

BIO EXPRESS

Le docteur Eric Billaud, 56 ans, est infectiologue au CHU de Nantes, président du Corovih des Pays de la Loire et membre du Haut Conseil de Santé Publique.

SOCIÉTÉ. Le quatrième round contre la loi Travail s'est soldé jeudi par de graves

Manif qui dérape :

Vitrines brisées, stations de tram dégradées, mobilier saccagé : la facture sera salée. Colère et consternation.

» **Succès ruiné**

Jeudi, la mobilisation officielle contre la loi travail a sans doute été un succès (PO d'hier). Réunissant 30 000 personnes selon les syndicats, 12 000 pour la police. Les échauffourées qui ont émaillé la manifestation sont également innombrables. « *Ce qui est fou, c'est de suivre ces gens qui pourrissent le mouvement, se désole Loane, 17 ans. En plus, ils cassent des choses que nos parents payent avec leurs impôts.* » Certains manifestants adoptent une position plus ambiguë : « *La casse, ça fait parler et ça fait partie des mouvements.* » Bref, les Nantais ont encore du souci à se faire. Seize hommes, de 14 à 39 ans, ont été interpellés.

» **50 000 € pour la Tan**

Facture salée pour la Tan. Qui annonce « *50 000 € de dégâts matériels* ». Plainte à la clé. La perte d'exploitation, due à l'arrêt du trafic en journée, n'est pas chiffrée. De nombreuses vitrines d'agences bancaires ont volé en éclats. Cours des 50-Otages, le Crédit Lyonnais était encore fermé hier. Comme la BNP. L'agence de voyages Fram ou l'enseigne « Bang & Olufsen », rue de Strasbourg, ont subi les



Les équipes de Nantes Métropole ont nettoyé la ville hier dès 6 heures du matin. Photo PO-Romain Boulanger

foudres des casseurs. Le remplacement de portes peut grimper jusqu'à 15 000 €. « *C'est gratuit et imbécile* », note une victime, qui tonne : « *Je n'en veux pas aux forces de l'ordre mais aux autorités qui les commandent. Sous*

prétexte de vouloir éviter les dérapages, ils restent souvent spectateurs de la situation. » Les façades de la mairie de Nantes ont été badigeonnées de peinture. La permanence du député écologiste François de Rugy aussi. Du mobi-

lier urbain, des panneaux de signalisation sont arrachés. Les services de Nantes métropole étaient débordés hier face aux commerçants demandant de nouvelles poubelles, du fait des multiples feux survenus.

» **« Journée noire »**

La liste des dégâts n'est pas finalisée. La colère, elle, est bien là. « *Les vitres d'une agence du Crédit agricole, qui venaient d'être posées après avoir été cassées lors de la dernière manif, ont encore été brisées*, déplore l'association de commerçants « Plein centre ». *Cela a été une journée noire avec des chiffres d'affaires en berne, ça devient le lot quotidien de Nantes.* »

» **Évacuation**

En raison des affrontements proches, le CHU a bloqué jeudi son accès nord. Les services d'hospitalisation n'ont pas été perturbés. Mais le centre de soins dentaires de l'Hôtel Dieu et la faculté dentaire, situés « en première ligne », ont été fermés à 15 h 30. Près de 250 personnes - dont 80 patients - ont été évacuées dans le calme. Puis 90 rendez-vous ont été annulés. Des patients attendant la pose de prothèses ont vu leur consultation reportée.

Yan Gauchard et Rémi Cartain

► Lire aussi sur presseocean.fr

○ ZOOM



Hier, les étudiants se sont réunis à huis clos pour évoquer la suite du mouvement. PO-RB

Des actions projetées la semaine prochaine

Suite. Une assemblée générale a eu lieu sur le campus nantais, hier midi, pour décider des suites du mouvement, qui pourrait être contrarié par la survenue des vacances. Y aura-t-il des manifestations mardi et samedi prochains, conformément au mot d'ordre national ? Rien ne semble arrêté pour mardi. L'AG, hier, a réuni une cinquantaine de participants. « *La semaine prochaine, les étudiants présents envisagent de se caler tous les matins, à*

10 heures, et de tenir des actions l'après-midi », énonce Thibaut Guiné, vice-président de l'Unef (Union nationale des étudiants de France). « *Cela peut prendre la forme de sit-in ou d'échanges avec les citoyens. On réfléchit aussi à la façon dont on peut éviter tous ces affrontements. Sans doute serait-il préférable d'organiser des manifestations l'après-midi pour éviter que des groupes cherchant la provocation traînent trop longtemps...* »

dérappages. Les affrontements se sont poursuivis tard dans la nuit. Casses et gros préjudice à la clé

des dégâts et la colère



Des casseurs jugés dès lundi

Poursuites judiciaires. Seize hommes ont été interpellés au cours des heurts qui ont éclaté à la suite du défilé officiel. Quinze ont été placés en garde à vue. Le plus jeune est âgé de 14 ans. Interpellé pour outrages et pour participation armée à un attroupement le visage dissimulé, il est convoqué le 10 mai pour une composition pénale. Le plus âgé a 39 ans. Arrêté quai de la Fosse pour avoir jeté des pierres sur les forces de l'ordre et pour outrages, il devrait être jugé dès lundi sous le régime de la comparution immédiate. Un autre manifestant sera à ses côtés dans le box des prévenus. Âgé de 19 ans, il est poursuivi pour des dégradations et des violences - des coups sur un fonctionnaire de police pour s'opposer à l'interpellation de son frère mineur - ayant entraîné 21 jours d'ITT.

Photo PO - Rémi Certain

« Leur objectif, c'est de mettre le bazar »

Une vague humaine a déferlé jeudi dans une supérette rue Carnot. Razzia sur des friandises mais ouf, pas de dégât.

Il a le sourire. Malgré tout. « Ni le personnel, ni les clients n'ont été blessés, c'est cela le principal, souffle Guillaume Allouin, gérant du Carrefour Market situé rue Carnot, près de la Cité des Congrès. Et le magasin n'a pas été vandalisé. » Jeudi, en marge de la manifestation contre la loi Travail, « un groupe de jeunes » a fondu sur l'enseigne, vers 17 h 45. « C'était impressionnant, indique Guillaume Allouin. Une quarantaine d'adolescents, des jeunes n'ayant pas 18 ans pour la plupart, agissant souvent à visage découvert, ont fait irruption et ont fait main basse sur des friandises, des paquets de gâteau. Ils sont re-



Jeudi, des scènes de violence ont éclaté en marge de la manif. PO-O.

partis en un éclair. C'est la première fois en 18 ans de boulot que ça m'arrive. » Des images de la scène ont été postées hier sur une chaîne web. Après cette

mini-razzia - soit un préjudice d'une centaine d'euros - d'autres jeunes ont pris des chariots pour dresser des barricades rue Fouré. « Ils ont brûlé nos poubelles et des

cartons. Les policiers nous ont conseillé de fermer le magasin, ce que l'on a fait pendant 1 h 15. À l'heure de la débauche, c'est là que l'on fait notre plus grosse activité. La boulangerie, à côté, a également baissé son rideau. Mais au moins, il n'y a rien eu de cassé. » Le gérant est soulagé de voir que ses salariés ne sont pas choqués. « Cela peut vite basculer, on sait qu'il ne faut pas rentrer dans le jeu des agitateurs. On a déjà vécu des braquages, c'est autrement plus traumatisant. Là, l'intrusion est survenue en plein jour, les policiers étaient juste à côté. Leur objectif, c'est d'aller dans tous les coins, d'échapper aux forces de l'ordre pour mettre le bazar. Ils ne s'imaginent pas les répercussions que leurs actes ont sur les gens, le boulot que ça donne. »

Y. G.

TÉMOIGNAGE



Photo Presse Océan - RC

Elle soignait les manifestants pendant que sa voiture brûlait Cloé est dépitée. La carcasse calcinée d'une Citroën Saxo est échouée sur la chaussée de la Madeleine. C'est celle de son ami. Elle a été poussée dans des poubelles en flammes par un groupe d'une dizaine de casseurs. « Comme moi, mon ami est interne au CHU. Il a vu sa voiture dans le feu, mais le temps de descendre c'était déjà trop tard. Ce n'est pas une voiture de luxe mais elle rendait bien service. Et dire que pendant ce temps, je soignais les bobos des manifestants... »

SANTÉ. La direction du CHU donne sa version du bilan social

21 jours d'arrêt par an



Le bilan social 2015 vient d'être présenté aux instances du CHU. Photo archives PO

Les arrêts de travail au CHU de Nantes sont similaires aux autres établissements, selon les ressources humaines.

Visions différentes au CHU de Nantes. La semaine dernière, la CGT avait commenté le nouveau bilan social 2015, insistant sur la hausse des arrêts de travail et des maladies professionnelles. Après la présentation officielle de ce bilan aux instances, ce vendredi 1^{er} avril, la direction du CHU tempère.

« *Le taux d'absentéisme est comparable à ceux des autres centres hospitaliers* », signale Luc-Olivier Machon, directeur du pôle ressources

humaines du CHU de Nantes (*). Pour la direction, les 200 039 jours d'arrêts pour motifs médicaux en 2015 doivent être mis en relief avec l'importance des effectifs : 8 830 équivalents temps plein (ETP) (soit 12 000 professionnels). « *On arrive à une moyenne de 21 jours d'arrêt par an et par agent. 70 % des arrêts sont remplacés* ». La direction des ressources humaines note une baisse des accidents de travail et une légère hausse des maladies professionnelles. Pas de nouveaux commentaires sur les grèves touchant plusieurs services. « *Comme dans tout établissement de 12 000 professionnels, des*

réorganisations peuvent poser des difficultés. Pour les personnes qui ont des soucis de fatigue professionnelle, nous avons formé l'encadrement aux risques psychosociaux », note Luc-Olivier Machon.

Il souligne les 185 nouveaux ETP en 2013-2014 et les 65 ETP non-médicaux en 2014-2015, plus 22 nouveaux médecins, ainsi que le dispositif de reconversion professionnelle, et l'expérimentation du télétravail dès avril 2016.

Caroline Tréman

(*) Le CHU : Hôtel-Dieu, Nord Laennec, Saint-Jacques, mère-enfant, Maison Beauséjour, La Seilleraye et Bellier.

Manif : sa Saxo brûlée, le futur médecin révolté

Deux manifestants de jeudi sont jugés, dès aujourd'hui, devant le tribunal de Nantes. Ceux qui ont brûlé la voiture de Gauthier, sous ses yeux, n'ont pas été interpellés. Colère froide.

Témoignage

Gauthier est un étudiant tout en contrôle. Sa colère est aussi froide que retenue. L'interne en médecine de 26 ans a une bonne dose de self-control. L'amertume lui colle à la peau comme l'odeur âcre des fumées dans lesquelles sa voiture a été incendiée, jeudi, en marge de la manifestation contre la Loi Travail. « **Ceux qui l'ont attaquée n'avaient rien de manifestants... Des casseurs, oui. Les plus jeunes devaient avoir 12 ou 13 ans et ne pas connaître un mot du projet de loi.** »

Quand ils ont commencé à rôder autour de sa modeste Citroën Saxo, Gauthier soignait des patients au CHU. La scène s'est déroulée devant ses yeux, sous les fenêtres de son bureau. « **J'ai voulu sortir vite mais j'ai été ralenti par les agents de sécurité qui surveillaient les allées et venues, car des perturbateurs ont tenté de pénétrer dans l'hôpital.** »

Remorquage... à sa charge !

Quelques secondes suffisent au groupe de vandales, masqués, encagoulés, gantés, pour retourner sa légère voiture et la pousser contre des poubelles en feu, où elle s'embrase. « **Ils étaient nombreux à filmer au**



Jeudi, un interne du CHU a assisté à la destruction de sa voiture.

tour avec leurs téléphones portables, raconte-t-il, écoeuré. Quand les pompiers sont arrivés, ils ont même été caillassés... Les policiers ne sont pas intervenus. Je ne les blâme pas. Ils ont fait ce qu'ils pouvaient. »

Après le coup de chaud, vient l'heure des tracas et déconvenues. Déposer plainte au commissariat central. Contacter l'assurance, ense disant qu'elle ne remboursera pas un euro pour une voiture de 10 ans d'âge assurée au tiers. « **Pire : j'ai**

appris que c'était à moi de m'occuper du dépannage. 400 € le remorquage ! Dont 150 qui ne sont pas pris en charge par l'assurance... C'est révoltant. »

Sans excès, Gauthier trouve la situation « **hallucante** ». « **Ça se répète à Nantes. Ils arrivent dès le matin, casqués, cagoulés, armés, munis de boucliers ! Si on ne peut pas les arrêter pendant la manifestation, ce ne serait pas plus simple de le faire avant, dès le matin ?** » La loi ne le permet pas, Gauthier le sait et « **interpelle** » les pouvoirs publics pour « **prendre de nouvelles mesures** » sans attenter au droit de manifester : « **On peut manifester bien sûr ! Mais une manifestation, ça a un début, une fin. C'est encadré.** »

Il s'agace au passage des discours de certains casseurs, qui prétendent s'en prendre au capitalisme... « **Le petit bureau de tabac qui a été cassé, l'hôpital, ma petite Saxo... C'est quoi le rapport ?** »

Deux hommes, sans lien avec cet incendie, seront jugés ce lundi après-midi, en urgence, par le tribunal correctionnel de Nantes pour des violences sur policiers et/ou dégradations, commises jeudi pendant la manifestation.

Thomas HENG.

« Le CHU est créateur d'emplois »

Avec 200 000 jours d'absentéisme en 2015, pour motifs médicaux, « le CHU de Nantes est dans la moyenne des autres CHU français », dit la direction, qui met en avant la création d'emplois.

Entretien



Luc-Olivier Machon,
directeur
du pôle
Ressources
humaines
au CHU.

Les syndicats, la CGT en particulier, ont dénoncé dernièrement à nouveau un très fort taux d'absentéisme au CHU (O.-F. du samedi 26 mars). En 2015, il y a eu 200 000 jours de congé pour raisons médicales par an. C'est grave ?

Ces chiffres, on doit les nuancer. Les 200 000 jours d'absence pour motifs médicaux n'équivalent pas à 900 agents à temps plein sur une année, comme cela a été dit, mais à 693 agents (1). Ramené à l'effectif du CHU en équivalent temps plein (8 834), cela fait 21 jours d'absences pour motifs médicaux par agent. Chiffre comparable avec le nombre de jours d'absence moyen par agent dans les autres CHU. Notre taux d'absentéisme est similaire aux autres.

Un grand nombre de ces personnes absentes sont remplacées par des contractuels. Au final, il y a une centaine d'agents non remplacée sur les 5 000 à 6 000 qui travaillent à l'hôpital, chaque jour.

Quelle est votre stratégie pour tenter de faire baisser ce taux d'absentéisme ?

Nous avons des plans de prévention, sur les risques chimiques, biologiques, les troubles musculosquelettiques, la radioprotection dans le secteur de l'imagerie et puis sur les risques psychosociaux, qui sont les plus difficiles à appréhender.

Dans ce dernier cas, nous avons mis en place une formation pour tous les managers, médecins et non médecins, afin de les aider à les détecter et les prévenir. On a aussi mis en place une expérimentation de télétra-



La grève a été levée aux urgences de Nantes.

vail sur des secrétariats médicaux.

Par ailleurs, pour réintégrer des personnels qui, à la suite d'un arrêt maladie, ne sont plus aptes à exercer leur métier d'origine, on propose soit des postes aménagés, soit une reconversion.

En parallèle, nous développons aussi une forte politique de formation du personnel et des futurs professionnels.

Les syndicats parlent d'épuisement professionnel, faute d'effectifs suffisants ?

Quand il y a des difficultés, et je ne nie pas qu'il y en a parmi les 12 000 agents du CHU, on a des stratégies d'accompagnement, notamment avec des psychologues du travail. L'épuisement professionnel est évoqué par les agents. En revanche, un fait est certain : le CHU de Nantes a toujours été créateur d'emplois. De-

puis 2010 au moins, il n'y a pas eu une année où il y a eu une réduction globale d'effectifs. En 2014, on a créé 185 équivalents temps plein ; en 2015, 65. Ces emplois sont souvent liés à de nouvelles activités ou à des innovations thérapeutiques.

Mais les syndicats évoquent dans l'avenir une réduction de 500 emplois et de 349 lits...

Ce sont des chiffres qui ont été communiqués pour le futur transfert de l'hôpital sur l'île de Nantes, à l'horizon 2023-2015. Mais cela ne vaut que pour le virage vers la médecine ambulatoire. Ce virage entraîne effectivement des lits complets et conventionnels en moins. Mais dans le même temps, il peut y avoir en parallèle des projets nouveaux ou des extensions capacitaires pour répondre à des besoins que l'on ne couvrirait pas totalement jusqu'à maintenant,

par exemple en soins critiques. C'est ainsi que cette année, par exemple, nous avons une opération de remise à niveau des soins critiques pédiatriques. Des emplois vont être injectés dans ces services cette année.

Recueillis par
Philippe GAMBERT.

(1) Chaque agent travaille 206 jours par an. Si l'on divise 200 000 jours par 206, on obtient 970, mais à ce chiffre, il faut enlever les deux jours de congé hebdomadaire qui sont comptabilisés dans les arrêts de travail.

Effectifs. Compte tenu des temps partiels, il y a au total, avec les médecins, 12 000 bulletins de salaires au CHU de Nantes.

La recherche sur les maladies psychiatriques à l'honneur Quatre millions pour mieux comprendre la physiopathologie



Les maladies psychiatriques touchent 12 millions de personnes en...
Crédit Photo : SEBASTIEN

« 4 millions d'euros, c'est près d'1/5e du budget recherche en psychiatrie », souligne le Pr Pierre Thomas, président de comité scientifique de la FRM, et chef du pôle psychiatrie, médecine légale, médecine en milieu pénitentiaire, au CHRU de Lille.

Autant dire que l'enveloppe de la FRM, à la clef d'un appel à projet thématique lancé en 2014, est significative pour une discipline qui reste le « parent pauvre de la recherche », notamment biomédicale, en ne représentant que 2 % de ses investissements globaux (soit 24,8 millions d'euros, selon les chiffres publiés par Karine Chevreul et col. en 2012, dans « The Journal of Clinical Psychiatry »).

Pourtant, les maladies psychiatriques touchent 12 millions de personnes en France. Sans compter que « pour une personne atteinte, on considère que 7 proches sont concernés », rappelle le Pr Thomas. La dépression toucherait entre 4 et 5 millions de Français, les troubles bipolaires, 1 à 2,5 % de la population, la schizophrénie, 1 % et les troubles du spectre autisme, 1 enfant sur 160. En 2011, l'observatoire national du suicide a recensé 11 400 décès volontaires en France. Quant au coût pour la société, la facture des maladies psychiatriques se chifferrait entre 107 et 109 milliards d'euros par an.

Microbiote, stimulation cérébrale, phénomènes inflammatoires

Malgré les progrès en génétique et en imagerie cérébrale (notamment fonctionnelle), les causes des maladies psychiatriques, multiples, restent méconnues, la pose d'un diagnostic se révèle souvent tardive (2 ans en moyenne pour la schizophrénie, 10 ans pour les troubles bipolaires), et les traitements pharmacologiques découverts dans les années 1950 n'ont pas fait l'objet d'innovation majeure, malgré des améliorations en matière de tolérance et de sécurité. En

outre, l'accès aux soins spécialisés se révèle parfois délicat car pétri de préjugés. « Certes les CMP sont gratuits, mais d'aucuns ont des réticences ; protestent «je ne suis pas fou». On parle «d'aller voir quelqu'un». Certains lieux sont très connotés comme les anciens asiles », explique le Pr Thomas.

Le comité scientifique de la FRM s'est donc attaché à financer (grâce à l'argent des donateurs et de mécènes, indépendants des laboratoires pharmaceutiques) des projets permettant de mieux cerner les mécanismes physiopathologiques de maladies psychiatriques. « On a souhaité comprendre les causes de la maladie, en accordant un bonus aux projets translationnels, qui font le lien entre la recherche fondamentale et la clinique, pour que les patients puissent en bénéficier rapidement », justifie Valérie Lemarchandel, directrice des affaires scientifiques à la FRM.

Parmi les 16 équipes qui ont reçu entre 150 000 et 300 000 euros, pour 2 ou 3 ans de recherche, 6 travaillent sur la schizophrénie, les autres se concentrent sur la dépression, l'anxiété, l'autisme, et les thérapies innovantes. Ont été ainsi retenus le projet du Pr Luc Mallet (Institut de recherche sur le cerveau et la moelle épinière, La Pitié-Salpêtrière), qui entend développer des biomarqueurs prédictifs de la sensibilité au traitement des troubles obsessionnels compulsifs par stimulation cérébrale profonde, ou, sur le versant non invasif, celui du Pr Caroline Dubertret (Centre de psychiatrie et neurosciences de Paris), qui prévoit d'étudier l'activité cérébrale de schizophrènes à l'aide de la stimulation magnétique transcrânienne.

Microbiote et autisme

Également soutenu par la FRM, le directeur de l'unité « neuropathies du système nerveux entérique et pathologies digestives » du **CHU de Nantes**, Michel Neunlist, doit approfondir le rôle du microbiote dans l'autisme. « En prélevant du microbiote d'une souris présentant des traits proches de l'autisme et en le greffant à une souris x, on a vu chez cette dernière se développer des comportements apparentés à l'autisme. Le pari est qu'une greffe de microbiote pourrait avoir des perspectives thérapeutiques », résume le Pr Thomas. Autres pistes novatrices, l'équipe de Lucile Capuron, (Université de Bordeaux) devrait explorer le rôle des processus inflammatoires dans la dépression, tandis que celle de Laurent Groc (Institut interdisciplinaire de neurosciences de Bordeaux) se penchera sur l'implication du système immunitaire dans la schizophrénie. Enfin, à Montpellier, le Dr Émilie Olié évaluera l'impact des thérapies ciblées sur la motivation chez les patients suicidaires.